



défense nationale et sécurité collective

ACTUALISATION ET RENOUVELLEMENT DE LA PENSÉE STRATÉGIQUE

défense nationale et sécurité collective — février 2007

La sécurité
de la France
Jacques CHIRAC

La PESD au second semestre 2006
Fabien TERPAN

POLITIQUE SPATIALE ET SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE

Alain TERRENOIRE, Jean-Claude EMPEREUR,
Jean-Paul BAQUIAST, Jacques FAVIN-LÉVÊQUE,
Patrick BELLOUARD, Pascale SOURISSE,
Roberto LEONARDI, Philippe DOUSTE-BLAZY

Les outils de l'indépendance
de l'Europe

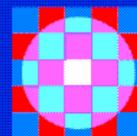
Christophe BLANC et Henri de GROSSOUVRE

L'Agence européenne
de sécurité maritime
Francis VALLAT

www.defnat.com

2

revue mensuelle
février 2007
11 €



« Les outils de l'indépendance de l'Europe »
Christophe Blanc et Henri de Grossouvre

Revue Défense Nationale et Sécurité Collective
Février 2007

COLLOQUE

Les outils de l'indépendance de l'Europe

Christophe BLANC et Henri de GROSSOUVRE

Libre compte rendu du colloque du 5 octobre 2006 au Conseil de l'Europe sur le thème « Les outils de l'indépendance de l'Europe ».

Le 5 octobre 2006, l'Académie européenne, le Forum Carolus, l'Association Rhin-Volga, et la *Lettre Sentinel*, organisaient à Strasbourg, au Conseil de l'Europe, un colloque consacré aux outils de l'indépendance européenne. Durant les dernières années, les prises de position en faveur d'une Europe-puissance se sont multipliées parmi les six pays fondateurs de l'Union, de manière plus prononcée en France, et cela tant à droite qu'à gauche. Le débat sur les grandes questions de l'avenir européen que l'on pourrait résumer à l'alternative Europe-puissance *versus* Europe-marché traverse les grands clivages politiques traditionnels. Toutefois, les réflexions sur l'Europe-puissance ne sont pas suffisamment suivies d'un travail sur les moyens à donner à une Europe capable de maîtriser les technologies de souveraineté. Les outils de l'indépendance de l'Europe, ou la déclinaison opérationnelle des moyens de l'Europe-puissance, tel était le sujet de cette journée de travail. À ceux que le terme de puissance rebute encore, **Hajnalka Vincze**, spécialiste hongroise des questions de défense et de sécurité européenne, ancienne experte au ministère hongrois de la Défense et collaboratrice de la *Lettre Sentinel*, a rappelé quelques évidences salutaires, à savoir que « le refus de la puissance mène à l'impuissance et que le refus de l'indépendance mène à la dépendance ». Peut-être inspirée par l'histoire passée de son pays, elle précisa aussi que « la puissance et l'indépendance sont indispensables à l'expression d'une authentique démocratie » puisque « c'est l'autonomie de décision et d'action de l'État qui donne un sens au vote des citoyens, en leur offrant la possibilité de vrais choix, et, par

Les outils
de l'indépendance
de l'Europe

là, la maîtrise de leur destin ». Les quatre grands ateliers de travail de ce colloque étaient consacrés aux exigences d'une Europe souveraine ; aux bases industrielles et technologiques de la défense européenne ; au partenariat énergétique UE-Russie ; et enfin aux instruments de financement des grands projets européens par un Livret d'épargne européen, sujet sur lequel l'Académie européenne travaille depuis plusieurs années en faisant appel à des experts des questions financières.

En introduction, **Jean-Luc Schaffhauser**, président de l'Académie européenne, principal organisateur du colloque avec le Forum Carolus, résuma l'enjeu : « Depuis l'échec du projet de constitution européenne, on a coutume de dire que l'Europe est en panne. Il convient cependant de ne pas se tromper dans l'interprétation que l'on donne à cet échec. Comme on l'a vu lors de la crise irakienne, les citoyens européens y compris ceux des nouveaux pays membres sont massivement pour une Europe indépendante affirmant sa singularité sur la scène internationale. Ils veulent que l'Europe existe à l'échelle de l'histoire et qu'elle pèse dans les grands enjeux planétaires. Nous avons donc le sentiment que le rejet de la constitution européenne traduit surtout un désintérêt pour une Europe réduite à un grand marché, de surcroît dépourvu de sens en l'absence de préférence européenne pour les grands achats stratégiques. Alors que s'affirment les ambitions des États-Unis, de la Chine ou de l'Inde, nous avons la conviction que l'Union européenne doit résolument rechercher la puissance et que c'est en affichant cet objectif qu'elle retrouvera le soutien des citoyens européens ». **Henri de Grossouvre**, directeur du Forum Carolus, le *think tank* européen strasbourgeois, a ensuite souligné la spécificité du rôle européen de Strasbourg, en rappelant que cette ville était naturellement une des capitales de l'Union : « Strasbourg abrite aussi des institutions qui accueillent les pays de la plus grande Europe continentale, d'Europe centrale jusqu'en Russie, comme le Conseil de l'Europe, ou l'Assemblée des régions d'Europe ». La spécificité du rôle européen de Strasbourg est donc continentale, démocratique, et surtout politique, et ainsi dans la droite ligne de la réflexion pour laquelle les participants au colloque du 5 octobre s'étaient retrouvés à Strasbourg. **Son Excellence Orlov**, ambassadeur permanent de la Fédération de Russie auprès de Conseil de l'Europe, déplora que les relations entre la Russie et le reste de l'Europe soient marquées par une succession de rendez-vous manqués : « Depuis qu'un certain 6 juillet 1989 Mikhaïl Gorbatchev a lancé, ici même, au Conseil de

Les outils
de l'indépendance
de l'Europe

l'Europe, le projet de construire la Maison commune européenne, peu de progrès ont été faits ». Sans minimiser la complexité des origines de cette méfiance persistante entre les pays de l'Union européenne il a estimé que la cause fondamentale était « un manque d'ambition politique de la part des Européens ». Plaidant pour une « Europe à géométrie variable », une Europe à l'image des *matriochkas* (poupées gigognes russes), il a cependant émis le souhait que, par le jeu des conventions, la Russie et l'UE puissent constituer « un grand pôle de puissance capable de défendre notre civilisation commune ». Il a par ailleurs précisé que cette alliance continentale « n'avait pas vocation à combattre des ennemis, mais à relever des défis ».

Président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, **Jean-Pierre Masseret** a également souligné que « l'Europe a vocation à être l'un des acteurs politiques du monde de demain ». Le président de l'Assemblée de l'UEO, qui est aussi président socialiste du Conseil régional de la Lorraine, considère que l'échec du projet de constitution européenne est imputable à son absence de dimension politique : « L'Europe politique n'était pas dans le traité constitutionnel. Il s'agissait d'institutionnaliser une Europe des marchands. On nous a vendu quelque chose qui n'existait pas ». Cependant, il n'ignore pas non plus les difficultés posées par le projet d'Europe indépendante. Il rappelle ainsi que le projet nécessite de répondre à quelques questions. Europe indépendante de quoi et de qui ? Pour défendre quoi ? Et avec quels partenaires ? Il propose donc que ce débat européen soit lancé et suggère même qu'il puisse être mené au sein d'une nouvelle enceinte, destinée à succéder à l'Assemblée de l'UEO. Rassemblant les parlementaires européens et les parlementaires nationaux, ce forum permettrait de faire émerger une vision stratégique commune. De façon plus engagée, il a précisé que, selon lui, « l'Europe ne doit pas être comme un petit enfant qui se laisse prendre par la main américaine, d'abord parce que, comme l'a montré l'affaire irakienne, nous n'avons pas nécessairement les mêmes intérêts que les États-Unis, ensuite parce qu'il n'est pas exclu qu'un jour les Américains veuillent nous lâcher la main ».

À côté des experts des questions de sécurité et de défense européenne, on trouvait aussi des chefs d'entreprises de grands groupes et de PME, des hauts fonctionnaires européens et d'administrations nationales, des représentants d'Instituts de recherche, des diplomates de plusieurs pays membres du Conseil de l'Europe, des membres des

Les outils
de l'indépendance
de l'Europe

Parlements nationaux de pays de l'Union, et des journalistes. Pour les organisateurs du colloque, il s'agissait aussi de mettre en réseau des faiseurs d'opinion et des décideurs du monde économique et politique, convaincus de la nécessité de renouer avec l'ambition européenne politique initiale des pères fondateurs de l'Europe. Les entreprises initiatrices du Campus industriel aérospatial et transports alors récemment créé en ont profité pour présenter leur projet.

BASE INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE

Le deuxième atelier de travail, consacré à la base industrielle et technologique nécessaire à une Europe souveraine, était présidé par **Philippe Monfils**, président de la Commission de la défense nationale de Belgique. Pour ce dernier, comme l'a montré la guerre américaine au terrorisme, « les États-Unis n'ont plus les yeux rivés sur l'Europe », il est donc « devenu encore plus urgent de construire une Europe puissante, partenaire des États-Unis, mais capable de déployer des capacités militaires crédibles pour assurer la stabilité du voisinage européen au cas où ses intérêts seraient en péril ». Au chapitre des réussites, Philippe Monfils a évoqué l'Agence européenne de la défense (AED) qui « doit jouer un rôle essentiel dans l'harmonisation des besoins, l'acquisition coordonnée du matériel, la mise en place de programmes d'armement communs et la promotion des efforts en terme de recherche et de développement », et aussi la mise en place de *Battle groups*. Pour le député, ces groupements tactiques de 1 500 hommes (GT 1500) déployables dans les quinze jours sont « un élément-clé dans le renforcement des capacités européennes puisqu'ils vont permettre à l'Union d'acquiescer une force indépendante crédible ». Cependant, Philippe Monfils a également souligné que « la route vers l'autonomie capacitaire, stratégique et politique complète est encore longue ». Pour parvenir à cet objectif vital, il a estimé qu'il ne s'agissait pas tant d'augmenter les budgets de défense des États membres, mais de les utiliser de façon plus rationnelle et efficiente. À cette fin, il a mis en avant trois principes : la coopération, le rapprochement industriel et la préférence européenne, dont il a déploré qu'elle soit trop souvent écartée. Au sein du même atelier de travail, la contribution du Délégué général pour l'armement adjoint (DGA), et directeur de la direction des systèmes de force et des stratégies industrielles, technologiques et de coopération à la DGA, **Patrick Auroy**, a été très

Les outils
de l'indépendance
de l'Europe

appréciée par les participants du colloque. Patrick Auroy a souligné la nécessité pour l'Europe de disposer d'une base industrielle et technologique de défense (BITD) capable d'assurer l'approvisionnement autonome des armées européennes. Il n'a pas manqué de rappeler que le déséquilibre avec les États-Unis était particulièrement cruel en ce qui concerne les dépenses de R&D. « Le budget de la défense américain est, on le sait, deux fois plus important que la somme des budgets de la défense des États membres de l'Union européenne ; mais, comme les effectifs sont, de surcroît, deux fois plus importants en Europe, les sommes consacrées à la R&D en Europe représentent 20 % de celles qu'y consacrent les Américains ». Afin de remédier à cette situation inquiétante pour l'autonomie stratégique future de notre continent, il suggère une meilleure coordination des efforts européens en matière de R&D ; une meilleure synergie entre les secteurs civils et militaires alors que, sous la pression des préoccupations de sécurité intérieure, les technologies sont de plus en plus fréquemment duales ; et une démarche de dépendances mutuelles librement consenties entre les États membres de l'Union. Enfin, le directeur général international de Dassault Aviation, **Éric Trappier** a estimé que sans un renforcement des budgets consacrés à la défense, l'industrie européenne de défense serait tôt ou tard vouée à devenir une industrie de niche au service de l'industrie américaine. Il a démontré, à travers l'exemple tristement célèbre du *Joint Strike Fighter (JSF)*, que la participation à un projet américain était, à tout point de vue, un mauvais choix : un mauvais choix stratégique parce que ce projet transatlantique vise à annihiler les capacités aéronautiques européennes ; et un mauvais choix économique et budgétaire, dans la mesure où le développement du *JSF* coûte sept fois plus cher que le développement du seul *Rafale*. Approuvant la nécessité de renforcer la coopération industrielle en Europe, il a cependant insisté sur le principe « un projet, un *leader* », à charge pour l'entreprise *leader* de trouver des partenaires.

LE LIVRET D'ÉPARGNE EUROPÉEN

La journée s'est terminée sur deux autres thématiques vitales pour l'autonomie européenne : le partenariat énergétique UE-Russie et le financement des grands projets par un Livret d'épargne européen. Ce livret d'épargne européen serait comparable au Livret A français et aurait pour but de transformer l'épargne à court terme des ménages en

Les outils
de l'indépendance
de l'Europe

investissement à long terme ; ce qui permettrait d'apporter un financement à des projets stratégiques européens. L'un de ces projets constitue justement le second outil d'indépendance proposé par l'Académie européenne. Il s'agit d'un fonds européen visant à co-financer un fonds d'investissement pour l'efficacité énergétique en Russie.

LE PARTENARIAT ÉNERGÉTIQUE UE-RUSSIE

Alors que sécuriser l'approvisionnement énergétique constitue l'un des principaux défis pour le siècle en cours, **Jean-Luc Schaffhauser** ne doute pas de la volonté des Russes de vendre leur gaz aux Européens. En revanche, constatant que les Russes consomment, pour chaque point de PIB, quatre fois plus d'énergie que la France, il redoute que la forte croissance russe entame à moyen terme ses capacités d'exportation d'énergie. La création d'un fonds européen pour l'efficacité énergétique se révèle donc doublement intéressante. D'abord d'un point de vue économique, puisque les économies d'énergie laissent augurer d'importants retours sur investissement. Ensuite d'un point de vue stratégique puisque ce projet permettrait tout à la fois de sécuriser l'approvisionnement en énergie de l'Europe et de donner une traduction concrète au partenariat stratégique entre l'Europe et la Russie. Le conseiller du vice-président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat russe, **Mikhaïl Davydov**, est intervenu pour souligner la pertinence des propositions de Jean-Luc Schaffhauser. Mikhaïl Davydov est aussi un expert des questions énergétiques auprès de la présidence de la Fédération de Russie.

Gérard Bokanowski, secrétaire général de l'Union Paneuropéenne internationale, a fait preuve d'un brillant esprit de synthèse et d'une grande clarté pour conclure cette journée de travail en rappelant les points forts. Le Forum Carolus a annoncé l'organisation en 2007 d'une suite à ce colloque, en association avec les partenaires de cette journée et avec un partenaire italien, Franco Spoltore, et la fondation Mario et Valeria Albertini, éditeur de la revue *The Federalist*. Le thème de ce prochain colloque serait « Souveraineté européenne et défense et sécurité européenne ».

Christophe BLANC et Henri de GROSSOUVRE

Christophe Blanc est rédacteur en chef de la *Lettre Sentinel* (www.infosentinel.com) et Henri de Grossouvre est directeur du Forum Carolus (www.forum-carolus.org).

défense nationale et sécurité collective

CURRENT STRATEGIC THINKING

The security of France

JACQUES CHIRAC

ESDP in the second half of 2006

FABIEN TERPAN

SPACE POLICY

AND EUROPEAN SOVEREIGNTY

ALAIN TERRENOIRE, JEAN-CLAUDE EMPEREUR,
JEAN-PAUL BAQUIAST, JACQUES FAVIN-LÉVÊQUE,
PATRICK BELLOUARD, PASCALE SOURISSE,
ROBERTO LEONARDI, PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

Instruments for ensuring Europe's independence

CHRISTOPHE BLANC & HENRI DE GROSSOUVRE

The European Maritime Safety Agency

FRANCIS VALLAT

www.defnat.com



February 2007

€11



« Les outils de l'indépendance de l'Europe »
Christophe Blanc et Henri de Grossouvre

Revue Défense Nationale et Sécurité Collective
Février 2007

SEMINAR

Instruments for ensuring Europe's independence

CHRISTOPHE BLANC AND HENRI DE GROSSOUVRE

On 5 October 2006, the European Academy, Forum Carolus, the Rhine-Volga Association and *la Lettre Sentinel* held a seminar at the Council of Europe in Strasbourg to examine the instruments necessary for Europe's independence. In recent years there has been an increase in those taking a stand for Europe as a power that counts. This has been most forcefully addressed in France and, in a more general way, by the Union's six founder members, whether from the left or the right. The debate on the big questions that concern the future of Europe, which can be summed up as being either Europe as a power or Europe as a market, transcend the traditional, major political divides. However, the ideas of Europe as a power have not been followed up by studies on the means of developing a Europe that is capable of mastering the technologies of sovereignty. The aids or tools needed by an independent Europe, or the operational means of making Europe a true power, were the subject of this seminar. To those who are still put off by the term power, *Hajnalka Vincze*, a Hungarian specialist on questions of European defence and security, and previously an adviser at the Hungarian Ministry of Defence, as well as a contributor to *la Lettre Sentinel*, brought out several important facts, suggesting that 'rejection of power leads to impotence, and rejection of independence leads to dependence'. Perhaps inspired by the recent history of her own country, she also stated that 'power and independence are essential for a true democracy', since 'it is the autonomy of the State in both decision-making and action that gives meaning to the citizens' votes, by offering them the possibility of real choice, and through that, control of their own destiny.' The seminar's four principal workshops were

Défense nationale et sécurité collective, February 2007

« **Les outils de l'indépendance de l'Europe** »
Christophe Blanc et Henri de Grossouvre

Revue Défense Nationale et Sécurité Collective
Février 2007

devoted to: (1) the demands of a sovereign Europe; (2) Europe's defence technological and industrial base; (3) a European-Russian energy partnership; and lastly (4) the possibility of financing Europe's major projects through a European Savings Account, a subject on which the European Academy has been working for several years with the advice of financial experts.

In his introduction, *Jean-Luc Schaffhauser*, President of the European Academy and principal organiser of the seminar with Forum Carolus, outlined the problem: 'Since the failure of the draft European constitution, it has become customary to say that Europe has broken down. However, we must be careful in what we read into this setback. As we saw at the time of the Iraq crisis, Europeans, including those from the new member countries, are massively in favour of an independent Europe, stamping its individuality on the international scene. They want Europe to have its rightful place in history and to influence global events. Therefore we have the feeling that the rejection of the European constitution showed above all that there was little interest in a Europe reduced simply to a large economic market, and what is more, lacking direction in the absence of European preferences for major, strategic purchases. While acknowledging the ambitions of China, India and the United States, we are convinced that the European Union must seek power and influence with determination and that, in displaying this intent, Europe will regain the support of Europeans.' *Henri de Grossouvre*, the Director of Forum Carolus, the Strasbourg-based European think tank, further underlined the specifics of Strasbourg's European role, pointing out that the city was one of the natural capitals of the Union. 'But Strasbourg also houses institutions such as the Council of Europe and the Assembly of European Regions, which play host to the countries of the wider Continent, from Central Europe to Russia.' Strasbourg's specific, European role is thus, continental, democratic and above all political, and thus was absolutely central to the thoughts of the participants attending the seminar on 5 December, who found themselves in that city. *His Excellency Alexander Orlov*, Permanent Ambassador of the Russian Federation to the Council of Europe, regretted the fact that relations between Russia and the rest of Europe had been marked by a succession of wasted meetings: 'Since 6 July 1989, when Mikhail Gorbachev, here at the Council of Europe, launched the idea of building a "common European home", little progress has been made.' Without understating the complexity of the rea-

sons for the persistent distrust between the countries of the European Union, he believed that the fundamental reason was 'a lack of political ambition on the part of the Europeans'. Arguing for a 'variable-geometry Europe', a Europe that looks a bit like Russian nesting dolls, he nevertheless expressed the wish that, through the interplay of conventions, Russia and the European Union could form 'a major power base, capable of defending our common civilisation'. He further stated that this Continental alliance's vocation was 'not to battle with enemies, but to meet challenges'.

The President of the Assembly of the Western European Union, *Jean-Pierre Masseret*, also stressed that 'Europe's task is to be one of the political players in tomorrow's world'. M. Masseret, who is also Socialist President of the Lorraine Regional Council, believed that the failure of the European constitution was due to its lack of a political dimension: 'Europe as a political entity was not in the constitutional treaty. It dealt with the institutionalisation of a Europe of merchants. We were sold something which didn't exist'. Nor, however, was he unaware of the problems posed by the idea of an independent Europe. He mentioned that the project needed to answer a number of questions: Europe-independent of what and of whom? In order to defend what? And with what partners? He therefore suggested that this European debate should be launched, and even proposed that it could lead to a new body, which could take over from the Assembly of the Western European Union. Bringing together the European and national parliaments, this forum would allow the development of a common strategic vision. He stated with great conviction that, for him: 'Europe must not be like a little child who is led by the hand of America: firstly, because as the Iraq affair has demonstrated, we do not necessarily have the same interests as the United States, and secondly because the day may come when the Americans want to let go of our hand.'

Alongside the experts on questions of European defence attending the seminar were leaders of the largest corporations as well as those of medium-sized businesses, senior European civil servants, national administrations, representatives of research institutes, diplomats from several member countries of the Council of Europe, members of national parliaments from within the Union and journalists. For the organisers, the seminar was also about putting together a network of opinion-formers and world economic and political decision-makers convinced of the need to reconnect with the founding fathers' initial

European political ambition. The pioneering companies of Campus Industriel Aérospatial et Transports, which had been recently created, took the opportunity to present their project.

Technological and industrial base

The second workshop, devoted to the technological and industrial base needed for a sovereign Europe, was chaired by *Philippe Monfils*, President of the Commission for Belgian National Defence. For him, as the American 'war on terror' had shown that 'the United States does not have its eyes fixed on Europe', it had therefore 'become even more urgent to build a powerful Europe, a partner of the United States, but one capable of deploying a credible military capability in order to guarantee our European neighbours' stability in circumstances where their interests are in peril'. Among a list of successes, M. Monfils mentioned the European Defence Agency, which 'must play a key role in the harmonisation of needs, the coordinated acquisition of equipment, establishing common armaments programmes and promoting research and development efforts', and also the creation of 'battlegroups'. For him, these tactical groups of 1,500 men, deployable within two weeks, are 'a key element in reinforcing European capabilities, as they are going to make available to the Union a credible, independent force'. However, he also stressed that 'the road to a completely autonomous, strategic and political capability is still a long one'. He did not believe that it was necessary to increase member states' defence budgets in order to achieve this vital objective, but rather to use them more efficiently and rationally. To this end, he put forward three principles: cooperation, industrial rapprochement and European preference, which he deplored as being too often divergent. In this same workshop, the contribution of the Assistant Delegate General for Armaments, who is responsible for military systems and industrial and technological strategies and cooperation at the [French armaments agency] DGA, *Patrick Auroy*, was very well received by participants at the seminar. He emphasised the need for Europe to have a defence technological and industrial base (DTIB) capable of guaranteeing an autonomous supply of equipment for Europe's armed forces. He also stated that the imbalance with the United States was particularly serious as far as R&D expenditure was concerned. 'The American defence budget is, as we know, twice as

large as the total defence budgets of European Union member states. But as the number of military personnel is twice as large in Europe, the total devoted to R&D in Europe represent only 20 per cent of that spent by the Americans.' In order to remedy this worrying situation for the future strategic autonomy of our continent, he suggested a better coordination of R&D efforts in Europe, a better synergy between the civil and military sectors, where as a result of the pressures of preoccupation with internal security, the technologies are increasingly dual-use, and a move towards free, mutually agreed dependency between member states. Finally, the General Manager of Dassault Aviation, *Eric Trappier*, estimated that, without an increase in defence budgets, the European defence industry would, sooner or later, become a niche industry working largely for the American industry. He demonstrated, using the sadly notorious example of the Joint Strike Fighter, that participation in an American project was, from every point of view, a bad choice. It was a bad strategic choice because this transatlantic project aimed to destroy European aerospace capabilities, and a bad economic and budgetary choice since development of the Joint Strike Fighter cost seven times more than that of *Rafale* alone. However, whilst acknowledging the need to strengthen European industrial cooperation, he insisted on the principle of 'one project, one leader', and that it was for the lead company to find its partners.

A 'European Savings Account'

The day ended on two other themes vital for Europe's autonomy: the European-Russian energy partnership and the financing of major projects through a 'European Savings Account'. This would be similar to the French Savings Account A, and the aim would be to transform the short-term savings of householders into long-term investments. The account would provide funding for major European strategic projects. One of these projects rightly forms the second essential ingredient for independence proposed by the European Academy. It deals with European funds aimed at co-financing an investment fund for energy efficiency in Russia.

The EU-Russia energy partnership

Even though security of supply is one of the principle challenges of this century, *Jean-Luc Schaffhauser* did not doubt Russia's wish to sell its gas to the Europeans. On the other hand, in noting that Russians consume, for each GDP percentage point, four times the energy used by France, he feared that strong Russian growth would, in the medium term, eat into their capacity to export energy. The creation of a European fund for energy efficiency is therefore doubly important. Firstly, from an economic point of view, since energy savings can lead to major returns on investment. Secondly, from a strategic point of view, this project would allow both a secure energy supply in Europe and at the same time be a practical illustration of the strategic partnership between Europe and Russia. The adviser to the vice-president of the Russian Senate's Foreign Affairs Committee, *Mikhail Davidov*, who is also an authority on energy questions for the President of the Russian Federation, emphasised the relevance of Jean-Luc Schaffhauser's proposals..

Concluding, *Gérard Bokanowski*, Secretary-General of the International Paneuropean Union, showed his impressive capacity for analysis, and great clarity, summarising the key points. Forum Carolus has announced that it is to organise a follow-up to this seminar, in association with the same partners, as well as with an Italian partner, Franco Spoltore, from the Mario and Valeria Albertini Foundation, publisher of *The Federalist*. The theme for the next seminar will be 'European Sovereignty and European Defence and Security'.